

# FÉVRIER–JUN 1866: ENTRE STRATÉGIES BISMARCKIENNES ET AMBIGUÏTÉS NAPOLEONIENNES, LA ROUMANIE DANS LE JEU EUROPÉEN

STÉPHANIE BURGAUD

(Paris–Sorbonne)

Les événements qui secouent les principautés danubiennes entre février et juin 1866, tournant décisif pour la constitution d'une Roumanie unie et indépendante, ont été essentiellement étudiés jusqu'ici sous l'angle des relations franco-roumaines, suivant en cela une tradition bien établie. Elle fait de la protection et de l'aide napoléonienne l'élément décisif de ce succès.

Mais avec l'ouverture d'archives peu ou pas accessibles jusqu'aux dernières décennies, celles de la monarchie prussienne et de l'empire russe notamment, les relations internationales du XIX<sup>e</sup> siècle offrent aujourd'hui à l'historien un visage plus complexe et plus riche, bien éloigné parfois des idées communément reçues<sup>1</sup>.

C'est dans cette perspective qu'il convient de réexaminer la crise roumaine. Car nul doute que cet embrasement à l'Orient de l'Europe révèle les lignes de force qui lient et divisent d'intérêt les puissances européennes avant le grand engagement de l'année 1866, le conflit allemand.

Le nœud et l'issue finale de la crise, l'installation à Bucarest d'un Hohenzollern, lointain parent de l'Empereur Napoléon III, semble manifester une coopération franco-prussienne. Cette étude se propose de le vérifier en cernant les priorités du ministre prussien, Otto von Bismarck (1815–1898), dans la question orientale, en analysant la genèse de la fameuse candidature Hohenzollern et en décortiquant le jeu napoléonien autour du congrès de mai.

## BISMARCK ET LES DANGERS DE LA CRISE ROUMAINE

Les événements qui se déroulent à Bucarest dans la nuit du 22 au 23 février 1866 frappent d'abord par leur singularité.

<sup>1</sup> Cf. Burgaud, Stéphanie, *Le rôle de la politique russe de Bismarck dans la voie prussienne vers l'unité allemande 1863–1871. Die getäuschte Clio?*, thèse de doctorat, Paris, Université Paris-Sorbonne, 2007, 2 vol., 1251 p. et, du même auteur, «La politique de Gortchakov face à la Prusse à l'été 1866 à la lumière des archives russes», *Revue d'Histoire Diplomatique*, Paris, 2005, vol. 2, pp. 135–149.

Le hospodar, Alexandre Cuza, semble partager la conviction des hommes venus le renverser: la politique poursuivie depuis 1856 pour obtenir l'unité des principautés de Moldavie et Valachie (prince commun en 1859, fusion des administrations et des Divans en 1861) ne peut être achevée que sous la tutelle d'un prince étranger, issu d'une grande famille régnante européenne. Car un tel souverain ne saurait rester longtemps sous la suzeraineté ottomane; il pourrait conduire le pays à l'indépendance. Reste, bien entendu, à en convaincre les puissances garantes du statut des principautés depuis 1856.

A Berlin, la crise survient au moment où l'on affûte les stratégies dans la question allemande. Au conseil de la couronne du 28 février<sup>2</sup>, Guillaume I<sup>er</sup> se range à l'avis de son ministre-président et ministre des Affaires étrangères, Bismarck. La seule issue est la guerre contre l'Autriche, non pour acquérir définitivement les duchés danois conquis en 1864, le Schleswig et le Holstein, mais pour la réorganisation de l'Allemagne du Nord.

C'est ce but de guerre qui explique la nécessité d'activer des alliances, celle de l'Italie et de la France. La première semble bien engagée car le roi Victor-Emmanuel escompte obtenir la Vénétie d'un engagement contre l'Autriche<sup>3</sup>. Quant à la seconde, les entrevues de Biarritz et Saint-Cloud à l'automne précédent ont laissé quelque espoir d'entente. Suivant le brouillon que Bismarck rédige à son attention, le roi Guillaume affirme donc à Napoléon, début mars, le «moment (...) venu» «d'une entente plus intime et plus spéciale entre nos deux Gouvernements»<sup>4</sup>. Le 7, l'Empereur déclare à Guillaume son «intention formelle» «d'observer la neutralité»<sup>5</sup> dans le conflit qui s'annonce.

Ces espoirs de soutien récompensent les efforts d'une politique bismarckienne essentiellement tournée vers Paris depuis un an au moins. Le ministre n'en a d'ailleurs pas fait mystère à l'ambassadeur russe venu se plaindre du manque d'appui prêté par Berlin à Pétersbourg dans la question roumaine, précisément. Bismarck considère qu'il s'agit là d'une «voie (...) conforme aux intérêts de [son] pays.»<sup>6</sup>

Il ne peut cependant pas se permettre de s'aliéner irrémédiablement la puissance tsariste et, pour l'adoucir, la met en garde le 21 février, par la voix de

<sup>2</sup> Cf. *Kronratsprotokoll*, 28/02/66, *Die auswärtige Politik Preussens, 1858–1871. Diplomatische Aktenstücke* [APP], Oldenburg, Stallung, 1933, vol. VI, n°499, pp. 611–616.

<sup>3</sup> Dès fin janvier, il a confié à l'ambassadeur prussien préférer «la solution armée à toute autre pour la Vénétie». Cf. Usedom (ambassadeur à Florence) à Guillaume I<sup>er</sup>, 3/02/66, APPVI n°449. Puis les 24 et 25 février, le ministre des Affaires étrangères, La Marmora, fait une proposition d'alliance militaire explicite à l'attention de Berlin. Cf. Usedom à Bismarck, Florence, 24/02/66 (télégramme), APPVI n°485.

<sup>4</sup> Cf. brouillon de Bismarck, 1/03/66, *Bismarck. Die gesammelten Werke [GW]*, Petersdorff, Herman v. Thimme, Friedrich, Frauendienst, Werner *et alii* (édit°), Berlin, Stollberg, vol. 5, n°251, annexe, p. 387. Il est accepté le 3. Cf. Oncken, Hermann, *Die Rheinpolitik Napoleon III von 1863 bis 1870 und der Ursprung des Kieges von 1870/1*, Osnabrück, Biblio-Verlag, 1967, vol. 1, n°35, pp. 92–3.

<sup>5</sup> Cf. Empereur Napoléon III au roi Guillaume I<sup>er</sup>, 7/03/66, *idem*, n°38, pp. 98–9.

<sup>6</sup> Cf. Oubril (ambassadeur à Berlin) à Gortchakov (ministre des Affaires étrangères), (2)14/12/65. APPVI n°387, p. 491.

son ambassadeur, contre des bruits venus de la Seine. L'Autriche céderait à l'Italie la Vénétie contre les Principautés danubiennes et le nord de la Bosnie<sup>7</sup>.

S'agit-il d'une simple manœuvre destinée à souder un front commun prusso-russe?

Nullement. Le *memorandum*<sup>8</sup> que Nigra, l'ambassadeur italien, envoie de Paris à Florence le 24 février le prouve. Il a bon espoir de gagner les Tuileries à cette combinaison tandis qu'il ne prévoit pas de refus intangible de Londres. Berlin et Pétersbourg seraient les deux perdantes, concède-t-il, encore que la première pourrait se satisfaire de voir le centre de gravité et d'intérêt de la puissance autrichienne se déplacer des affaires germaniques vers l'Orient.

Ne minorons-pas la gravité de ce plan d'échanges pour les deux pays!

Une fois le contentieux vénitien vidé, Berlin prairait son allié de revers contre l'Autriche. Certes, au grand troc européen, elle pourrait gagner les duchés danois mais tel n'est pas son but de guerre; en revanche, la combinaison compliquerait les affaires du ministre en le privant d'un solide prétexte pour déclencher les hostilités. Il devrait donc mettre toute son ardeur à éviter une telle solution de la question roumaine.

Quant à la Russie, le plan italien ne lui octroie pas même de compensations et justifie, à l'évidence, la réaction de Gortchakov le 13 mars:

«Quel que soit notre désir de la paix, si une question semblable était mise en voie d'exécution, cela deviendrait forcément pour nous un *casus belli*.»<sup>9</sup>

Mais quelques jours plus tard, Florence abandonne son plan<sup>10</sup> et renoue, à Berlin, le fil des négociations pour conclure «un traité d'alliance et d'amitié» assorti d'une «alliance offensive et défensive» dont les modalités et le calendrier font encore débat<sup>11</sup>.

Est-ce à Berlin, Pétersbourg ou Paris qu'il faut imputer l'échec de cette combinaison d'échange?

L'ambassadeur prussien à Florence mentionne la crainte que la question de la Vénétie ne devienne européenne par suite du refus russe. Certes la riposte du Tsar «inadmissible jusqu'à la guerre» fait le tour des chancelleries<sup>12</sup>. Mais pouvait-elle seule renverser les décrets?

<sup>7</sup> Cf. Bismarck à Redern (ambassadeur en Russie), 21/02/66, *GW*, vol. 5 n°245, p. 382.

<sup>8</sup> Cf. Nigra à La Marmora, 24/02/66, *I documenti Diplomatici Italiani. Ed. Ministero degli Affari Esteri. Commissione per la pubblicazione dei documenti diplomatici. Prima Serie: 1861-70* (Documents diplomatiques italiens. Ed. du ministère des Affaires étrangères. Commission pour la publication des documents diplomatiques. Première série: 1861-70), Rome, 1980, vol. 6 (16/5/65-19/6/66) [DDI I/6], n°330, p. 393.

<sup>9</sup> Cf. Gortchakov à Oubril, (1)13/03/66, GARF (*Gosudarstvenyj Arkhiv Rossijskoj Federacii* (Archives d'Etat de la Fédération de Russie), fds 828 (Gortchakov), unité 1437 (Lettres de Gortchakov (18)30/01/1866-(29/03)10/04/1866), p. 238.

<sup>10</sup> Cf. Usedom à Guillaume I<sup>er</sup>, 17/03/66, APPVI n°575.

<sup>11</sup> Cf. Barral (ambassadeur italien à Berlin) à La Marmora, 20/03/66 in Chiala, Luigi, *Ancora un pop' piu di luce sugli eventi politici e militari dell'anno 1866*, Florence, G. Barbèra, 1902, pp. 76-7.

<sup>12</sup> Cf. Redern à Bismarck, 10/03/66 (télégramme), GStADahlem HAIII, PAI (*Geheimes Staatsarchiv. Preußischer Kulturbesitz. Dritte Haupt-Abteilung; Ministerium des auswärtigen Angelegenheiten, I (Politische Abteilung)* (Archives secrètes d'Etat. Patrimoine culturel prussien. Troisième division principale: ministère des Affaires étrangères, I. Division politique), n°7430 (*Politische und*

A Londres, le premier ministre Clarendon tient un langage trop ambigu pour être décisif.

C'est la principale intéressée dans cette affaire, l'Autriche, qui fait preuve d'une extrême réticence face au projet italien. Le ministre Mensdorff accepte l'union roumaine et semble prêt à sacrifier la tutelle ottomane à condition que le prince étranger n'appartienne ni à la Maison Romanov ni à la *Casa Savoia*. Mais il se déclare contre la combinaison d'échanges «pour laquelle l'Empereur Napoléon ne devrait pas se flatter de pouvoir nous gagner» écrit-il le 1<sup>er</sup> mars<sup>13</sup>. Ce serait, ajoute-t-il le lendemain, à l'adresse de Pétersbourg, «un désaveu non moins grand pour l'Autriche qu'une guerre perdue contre la Prusse»<sup>14</sup>. Dès le 1<sup>er</sup> mars, l'ambassadeur à Paris, Metternich, a par ailleurs reçu ordre de lier la participation de son pays à la conférence, sur la question roumaine, à l'assurance qu'aucune «modification territoriale» n'y serait discutée<sup>15</sup>. Le 17 Nigra en déduit donc: «notre seul espoir se réduit à une guerre menée de concert avec la Prusse»<sup>16</sup>.

Reste évidemment à déterminer le rôle joué par Napoléon ce qui revient au fond à trancher la question: l'Empereur a-t-il pensé sacrifier l'unité roumaine à celle de l'Italie?

Le spécialiste allemand de cette question des plans d'échange, l'historien Martin Senner, y répond positivement<sup>17</sup>. Au regard de la grande œuvre extérieure du règne, l'unité italienne, celle de la Roumanie, toute chère qu'elle soit à ses yeux, est en 1866 secondaire, écrit-il.

Et il est vrai qu'à Biarritz, à l'automne passé, Napoléon a demandé à Bismarck si la Prusse avait, à Gastein, garanti à l'Autriche la possession de la Vénétie. A cette occasion il a explicitement avancé la possibilité que les principautés danubiennes puissent servir un jour à dédommager l'Autriche<sup>18</sup>.

*allgemeine Beziehungen der Fürstentümer Moldau und Valachei zu Rußland* (Rapports politiques et généraux des principautés de Moldavie et Valachie avec la Russie) (November 1865–März 1866), p. 314. Cf. Launay (ambassadeur italien) à La Marmora, Pétersbourg, 7/03/66, DDI I/6 n°366, p. 424: «Nous ferons plutôt la guerre que de consentir à une prise de possession de l'Autriche dans les Principautés Danubiennes.» lui a déclaré Stremoukhov, le directeur du Département Asiatique russe.

<sup>13</sup> Cf. Mensdorff à Metternich, 1/03/66 in Henry, Paul, *L'abdication du Prince Cuza et l'avènement de la dynastie de Hohenzollern au trône de Roumanie. Documents diplomatiques*, Paris, Alcan, 1930, n°88, p. 205.

<sup>14</sup> Cf. Mensdorff à Revertera (Pétersbourg), 2/03/66, *Il problema Veneto e l'Europa, 1859–66. Raccolta di documenti diplomatici a commemorare il centenario dell'unione di Venezia e del Veneto allo stato italiano*. Ed. Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti (Le problème de la Vénétie et l'Europe, 1859–1866. Recueil des documents diplomatiques pour commémorer le centenaire de l'union de Venise et de la Vénétie au reste de l'Etat italien. Edit. de l'Institut vénitien pour les sciences, lettres et arts), Venise, 1966, vol. 1 (*Documenti Diplomatici Austria* (*Documents diplomatiques autrichiens*), Richard Blaas (édit.) [abrégé dorénavant PV I], n°467.

<sup>15</sup> Cf. Goltz (Paris) à Bismarck, 6/03/66, APPVI n°517.

<sup>16</sup> «*la nostra sola speranza si riduce quindi ad una guerra d'accordo colla Prussia*», cf. Nigra à La Marmora, 17/03/66, DDI I/6, n°397.

<sup>17</sup> Cf. Senner, Martin, *Die Donaufürstentümer als Tauschobjekt für die österreichischen Besitzungen in Italien (1853–1866)*, Stuttgart, Steiner-Verlag, 1988, p. 227.

<sup>18</sup> Cf. Bismarck au Roi Guillaume I<sup>er</sup>, Biarritz, 11/10/65, *GW*, vol. 5, n°190.

Pourrait-il alors laisser passer l'occasion d'une solution pacifique et négociée de la question italienne en février 1866?

Nigra plaide sa cause le 28 en lui demandant d'appuyer son plan d'abord à Londres puis à Vienne: les troubles dans les principautés pourraient servir de prétexte à une occupation autrichienne qui, de provisoire, deviendrait permanente. A sa propre surprise, le souverain n'élève pas d'objection, ne mentionnant pas même le choix des populations roumaines. Au quai d'Orsay, Drouyn, pourtant davantage engagé que son maître à soutenir les intérêts nationaux roumains, comme en témoignera son activité à la conférence, revient lui-aussi à la charge à Londres le 6 mars, en faveur de la solution italienne<sup>19</sup>.

Mais le refus autrichien suffit à faire taire un engagement pour l'heure dénué de l'ardeur, peut-être de l'énergique conviction, auxquelles la diplomatie napoléonienne a accoutumé l'Europe.

Et lorsque le 23 mars Napoléon déclare à Nigra: «Ne vous faites pas d'illusion. L'Autriche ne cèdera la Vénétie que si elle y est contrainte par une guerre.»<sup>20</sup>, Florence reçoit sa bénédiction<sup>21</sup> pour une alliance prussienne. Cela fait assurément les affaires de Bismarck.

Cependant une leçon doit être tirée des tractations autour du plan italien, auxquelles la France prête indubitablement la main: la ligne napoléonienne concernant la Roumanie n'est pas fixée, sa conduite vis-à-vis des plans bismarckiens ne l'est pas davantage et les deux semblent bien liées.

Pour les affaires bismarckiennes comme pour les destinées roumaines, le cauchemar des combinaisons d'échange n'est sans doute pas complètement dissipé et cela ne peut qu'inciter Berlin à plus de circonspection dans cette question roumaine et à plus de souplesse vis-à-vis du Sphinx de la Seine. C'est dans ce cadre que prend logiquement place le plus spectaculaire des rebondissements de la crise roumaine.

#### LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN: UNE AFFAIRE FRANCO-ALLEMANDE?

Tandis que la conférence des puissances garantes qui se tient à Paris depuis le 10 mars se décide, non sans difficultés, à la formule suivante: élection d'un prince local par une assemblée réunie à Bucarest<sup>22</sup>, se dessine une alternative: placer sur le trône roumain Karl, fils de Karl-Anton von Hohenzollern-Sigmaringen.

<sup>19</sup> Cf. Drouyn à La Tour, 6/03/66, Henry, *op. cit.*, n°109, pp. 220-221.

<sup>20</sup> «*Non fatevi illusioni. L'Austria non cederà la Venezia se non forzata dalla guerra.*» cf. Nigra à La Marmora, 23/03/66, DDI I/6 n°417, p. 486.

<sup>21</sup> Le Prince Napoléon fait ainsi savoir à son beau-père: «Empereur pense que l'Italie doit s'entendre avec Prusse, Bismarck ayant besoin d'être soutenu par l'Italie pour décider roi de Prusse à agir.» Clothilde Napoléon à Victor-Emmanuel, Paris, 22/03/66, cité in Senner, *op. cit.*, p. 238.

<sup>22</sup> Cf. Drouyn de Lhuys à Avril (consul général à Bucarest), 13/04/66, *Origines*, vol. 8, n°2055, p. 240. Cf. Gortchakov à Budberg (ambassadeur à Paris), (4)16/04/66, GARF, fds 828, unité

Cette solution est en contradiction absolue avec les décisions de la conférence ainsi qu'avec la position officielle de la France et de la Prusse lors des délibérations. Qui des deux puissances en cause en est l'instigatrice? Quelle part incombe aux émissaires roumains en quête de souverain depuis le 23 février?

Sans soulever les passions au même point que celle de Leopold, le fils aîné de la famille, au trône d'Espagne en 1870, faute sans doute d'avoir eu les mêmes conséquences, la candidature de Karl est loin d'être l'objet d'un consensus chez les historiens.

La version des *Œuvres complètes* de Bismarck s'est attachée à montrer la prudence du gouvernement prussien, son embarras puis sa désapprobation officielle face à l'initiative du jeune homme. Sans nier le soutien apporté, à titre personnel, par le ministre, elle ne permet guère d'en analyser les mobiles. N'était-ce que mise en scène destinée à prouver sa bonne foi aux puissances? La publication des souvenirs de Karl dans l'ouvrage *Aus dem Leben König Karl von Rumänien, Aufzeichnungen eines Augenzeugen* (Sur la vie du roi Karl de Roumanie. Mémoires d'un témoin contemporain)<sup>23</sup> a soulevé un coin du voile.

Pourtant les historiographies, francophone et francophile, d'une part, germanique, de l'autre, restent sur des positions difficiles à concilier, renvoyant, la première à Bismarck, la seconde à Napoléon, la paternité active de l'affaire.

Paul Henry, auteur d'une étude fondamentale dans l'Entre-deux-guerres<sup>24</sup>, soutient que Napoléon n'en serait pas l'instigateur (février-mars) mais qu'informé par la suite (avril), il serait poussé à la tolérer puis à la faciliter (mai-juin).

L'historien allemand Klaus Bormann, dans une thèse plus récente sur la politique de Bismarck en Europe sud-orientale<sup>25</sup>, ne plaide pas autre chose, mais... concernant le ministre prussien! Très réticent, il ne s'engagerait réellement que vers le 19 avril, une conclusion que corroborent nos propres recherches dans les archives prussiennes.

Le 30 mars à Düsseldorf, l'émissaire roumain Jean Bratiano, venu convaincre les Sigmaringen d'accepter le trône vacant, leur présente un argument décisif : la bénédiction de Napoléon.

Quant à sa réalité, elle reste objet de spéculations, faute de sources incontestables. Bratiano est assurément dépêché à Paris en février pour trouver un

1438 (Lettres de Gortchakov (30/03)11/04/1866-(26/05)7/06/1866), p. 52. Cf. Gortchakov à Oubril, (14)26/04/66, *idem*, pp. 97-100. Cf. Gortchakov au Tsar, (13)25/4/66, AVPRI (*Arkhiv Vnešnej Politiki Rossijskoj Imperii* (Archives de la Politique Extérieure de l'Empire Russe), fds 133 (chancellerie), 1866, d. n°66 (Rapports), p. 73: «C'est à peu près un succès Sire. Le Prince étranger est catégoriquement écarté.»

<sup>23</sup> Cf. *Aus dem Leben König Karl von Rumänien, Aufzeichnungen eines Augenzeugen*, Mite Kremnitz, Stuttgart, Cotta, 1894-1900, 4 vol. L'auteur est l'épouse du médecin royal, membre proche de la cour.

<sup>24</sup> *Op. cit.*

<sup>25</sup> Cf. Bormann, Klaus, *Bismarck und Südosteuropa vom Krimkrieg bis zur Pontuskonferenz*, Hambourg, 1967, Dissert. dactyl., 308 p.

candidat mais il n'a vraisemblablement pas rencontré Napoléon. Tel est l'avis de Paul Henry, étayé par des sources (comme les rapports du Baron Eder, envoyé autrichien à Bucarest<sup>26</sup>), et qui rappelle que Bratiano est plutôt *persona non grata* aux Tuileries<sup>27</sup>. C'est Jean Balaceano, son compagnon de mission, qui a été reçu par Drouyn et Napoléon le 25 mars<sup>28</sup> pour un entretien en vérité plutôt bref<sup>29</sup>. Il est donc toujours permis de douter que les Roumains et l'Empereur aient de concert échafaudé de stratégie autour de Karl.

En revanche, Hortense Cornu, chez qui se rend Bratiano à son arrivée à Paris, joue un rôle décisif. Fille de Madame Lacroix, une femme de chambre de la reine Hortense, elle est élevée à Arenenberg en même temps que Louis-Napoléon qui lui garde son amitié. Puis elle fréquente assidûment les salons de la cour de Bade dont la Grande-duchesse, Stéphanie de Beauharnais, est la grand-mère du jeune Karl. Nulle surprise donc à ce qu'elle évoque le nom de Karl à l'émissaire en quête de souverain<sup>30</sup>: «Prenez un Hohenzollern; ils sont alliés à l'Empereur qui les aime beaucoup»<sup>31</sup>. Peut-être est-ce l'évocation de ces liens de parenté, certes lointains, qui emporte la décision, ou bien les faveurs que Madame Cornu possède auprès de Napoléon, encore qu'il ne faille point les exagérer.

Toujours est-il que Bratiano sait être persuasif, comme en témoigne le premier *memorandum* expédié par Karl-Anton au chef de famille, Guillaume, le 4 avril. Il dit avoir acquis la conviction que Bratiano n'a pu faire cette demande qu'avec l'accord explicite de Napoléon<sup>32</sup>.

Les Hohenzollern et surtout Bismarck ont-ils été un peu trop faciles à convaincre, en l'absence de tout discours officiel de Paris? C'est le sentiment de Paul Henry qui souligne qu'on ne s'y exprime sur ce sujet que le 13 avril<sup>33</sup>. Pour

<sup>26</sup> Cf. Eder à Mensdorf, 21/04/66, Henry, *op. cit.*, doc n°223.

<sup>27</sup> *Idem*, p. 63.

<sup>28</sup> Cf. Berindei, Dan, «Un tournant décisif: la France et la crise roumaine de 1866», *Revue roumaine d'histoire*, Bucarest, Edition de l'Académie, 1999, n°s 1-4, p. 44.

<sup>29</sup> Cf. Henry, *op. cit.*, doc n°199.

<sup>30</sup> Cf. le récit laissé par Emile Ollivier auquel Henry prête foi. Cf. Ollivier, Emile, *L'Empire libéral : études, récits, souvenirs*, Paris, Garnier, livre VIII, pp. 71-74.

<sup>31</sup> *Idem*, p. 71.

<sup>32</sup> Cf. Karl-Anton à Guillaume I<sup>er</sup>, Düsseldorf, 4/04/66 pr 6/06/66, GStAdahlem HAIII, PAI carton 7431 (*Politische und allgemeine Beziehungen der Fürstentümer Moldau und Valachei... März-April 1866*), pp. 216-221.

<sup>33</sup> Cf. Drouyn à Benedetti (ambassadeur à Berlin), 13/04/66, *Les origines diplomatiques de la guerre de 1870-71. Recueil des documents publiés par le ministère des Affaires étrangères [Origines]*, Paris, Ficker, 1914, vol. 8, n°2054, p. 239: «Vous connaissez aussi les sentiments de Sa Majesté pour la Famille royale de Prusse. Je n'ai pas besoin de Vous dire que nous verrions avec satisfaction cette combinaison adoptée par les autres Cabinets. Nous ne pouvons toutefois nous dissimuler que la candidature d'un Prince étranger a rencontré au sein de la Conférence l'opposition de la plupart des Plénipotentiaires (...) mais si la Cour de Prusse donnait son assentiment au vœu dont les agents moldo-valaques ont été les organes auprès du Prince de Hohenzollern, et s'il lui convenait

lui, Bismarck n'a donc pas eu besoin de l'aval napoléonien pour monter toute l'affaire, avant cette date. C'est méconnaître les archives prussiennes. Elles montrent que le 2 déjà Berlin peut croire l'initiative, française.

A cette date, son ambassadeur télégraphie de Paris: le gouvernement provisoire des principautés aurait l'intention de proposer la couronne de Roumanie à un membre de la famille princière d'Hohenzollern; Napoléon directement interrogé à ce sujet y serait favorable (préférant «le prince de Hohenzollern à n'importe quel autre prince allemand»<sup>34</sup>). Il faudrait cependant que la démarche reste officieuse jusqu'à ce que «le roi l'accueille favorablement». Sans doute ce conseil final nous dévoile-t-il les auteurs de la manœuvre.

Il s'agit des Roumains, au premier rang desquels Bratiano, qui par leur audace ont tiré meilleur profit du jeu des puissances.

Grâce à leur propagande, dès début avril, Bismarck pense aller dans le sens des volontés françaises. Et encore reste-t-il prudent dans ses réactions<sup>35</sup> jusqu'à l'entrevue du 19 avec Karl, au moins.

A cette date, la combinaison lui semble avantageuse: elle écarte des dangers beaucoup plus grands et semble poser un jalon supplémentaire pour le rapprochement franco-prussien.

En premier lieu, le ministre n'a aucune assurance que les plans d'échange italo-français soient définitivement abandonnés<sup>36</sup>. D'ailleurs, à Berlin, les négociations avec les représentants italiens sont au point mort; l'envoyé spécial, le général Jules Govone, dénonce les manœuvres du ministre. Mais il ira «jusqu'au fameux traité d'amitié et d'alliance éternelles» pour gagner «du temps et l'occasion d'autres combinaisons»<sup>37</sup>, écrit-il.

Et c'est bien ce à quoi s'emploie La Marmora tentant encore une démarche auprès de Mensdorff vers le 25 mars. Vienne céderait la Vénétie «moyennant une large indemnité combinée avec un accroissement territorial soit dans les principautés Moldo-Valaques, soit en Serbie (*sic*), Bosnie-Herzégovine que l'Italie s'engagerait à procurer à l'Autriche par la voie des traités si c'était possible, et dans le cas contraire, par la voie des armes.»<sup>38</sup> Il reçoit une «réponse négative sur tous les points mais nullement hostile»<sup>39</sup>.

d'user de son influence pour modifier le sentiment des principales Puissances, nous ne pourrions que nous féliciter de sa résolution, et elle nous trouverait certainement disposés à prêter notre appui à ces démarches. Je vous autorise à en donner assurance à M. le comte de Bismarck.»

<sup>34</sup> «*keinen Prinzen von Hohenzollern jedem anderen deutschen Fürsten vorziehen*» cf. Goltz à Bismarck, 2/04/66 (télégramme), GStADahlem HAIII, PAI n°7431, p. 186.

<sup>35</sup> Cf. Guillaume I<sup>er</sup> à Karl-Anton, Berlin, 14/04/66 (copie), *idem*, pp. 288-291.

<sup>36</sup> Cf. *GW*, vol. 5, n°267.

<sup>37</sup> Cf. Govone à La Marmora, 14/15/03/66, DDI I/6, n°389, p. 453.

<sup>38</sup> Cf. Gramont à Drouyn, 1/4/66, AN, 101AP, E48, citée in Senner, *op. cit.*, p. 244.

<sup>39</sup> Cf. Gramont à Drouyn, 1/4/66, AN, 101AP, E48, *idem*, p. 245, note 68.

Et Bismarck, à en croire l'ambassadeur italien, est parfaitement au courant de cette nouvelle tentative<sup>40</sup>. La signature du traité d'alliance avec l'Italie le 8 avril est sa réponse.

En second lieu, la menace de voir les principautés tomber directement dans l'escarcelle autrichienne achève de le convaincre de s'impliquer dans l'affaire de la candidature. Le 14 avril, Vienne propose en effet de différer la décision des puissances et de laisser la Moldavie-Valachie sous la conduite d'un hospodar indigène pour quatre ans. Elle soutient le nom de Bibesco. Pour Goltz, l'ambassadeur prussien à Paris, il ne fait aucun doute qu'elle se ménage ainsi la possibilité d'un troc; Bibesco serait son homme-lige<sup>41</sup>. Bismarck avertit Pétersbourg<sup>42</sup>. A Londres, on fait savoir qu'on ne s'opposera pas, devant le manque de candidats locaux, à un prince allemand, «particulièrement celui qui est pressenti»<sup>43</sup> mais on affirme aussi n'être pas défavorable à ce que les provinces deviennent autrichiennes. Il faut donc agir et vite.

Ajoutons à ce tableau que les Roumains ont habilement joué leur partie. Le télégramme expédié de Bucarest le 11 avril pour obtenir l'accord définitif de Karl est encore sans réponse que déjà un décret du 12 appelle le peuple à se prononcer sur son nom! Dès le lendemain la presse européenne conclut à l'arrivée imminente du nouveau souverain<sup>44</sup>. Et le 15 Karl-Anton reçoit de Bratiano la nouvelle que 5 millions de Roumains acclament son nom; le plébiscite est en fait à peine commencé – qu'importe!

Tel est le contexte qui préside à la discussion du 19 avril auquel le ministre a convié le jeune Hohenzollern. La teneur en est parfaitement connue grâce aux mémoires de ce dernier.

Et à l'exception de ses propres mobiles dans l'affaire car ce n'est pas «en ami et en conseiller» (*als Freund und Ratgeber*), mais bien en «homme d'Etat» (*als Staatsmann*), soucieux des intérêts prussiens, que Bismarck lui conseille de se rendre «directement dans le pays qui vous appelle à sa tête!» (*direkt in das Land zu dessen Regierung Sie berufen sind*)<sup>45</sup>, le ministre fait preuve d'une honnêteté rare.

La stratégie à adopter est explicite: «Vous n'avez pas besoin d'une autorisation directe du Roi en ce cas. Demandez un congé au roi, un congé à l'étranger – le Roi est assez fin, je le connais assez bien, pour comprendre et saisir

<sup>40</sup> Cf. Barral à La Marmora, 7/04/66, Chiala, *op. cit.*, p. 113.

<sup>41</sup> Cf. Goltz à Bismarck, 14/04/66 (télégramme), GStADahlem HAIII, PAI n°7431, p. 284. Une dépêche de Mendorf à Metternich du 3 mars déjà le confirme. Cf. Henry, *op. cit.*, n°96, p. 209.

<sup>42</sup> Cf. Bismarck à Redern, 14/04/66 (télégramme), GStADahlem HAIII, PAI n°7431, p. 285.

<sup>43</sup> Cf. Bernstorff (Londres) à Bismarck, 16/04/66 (télégramme), *idem*, p. 338.

<sup>44</sup> Cf. *Aus dem Leben König Karl...*, vol. I, p. 7.

<sup>45</sup> *Idem*, p. 17. Le plébiscite du 10 mars a donné 685 969 voix pour Karl, 224 contre. Cf. *Archives diplomatiques. Recueil mensuel de diplomatie, d'histoire et de droit international*, Nendeln/Liechtenstein, Kraus, 1970, vol. 3 (juillet-septembre 1866), 6<sup>e</sup> année (juillet, août, septembre 1866), pp. 265-6: «Plébiscite du peuple roumain».

votre intention. Vous lui ôtez la décision des mains ce qui doit lui être agréable car il a les mains liées! Depuis l'étranger demandez ensuite votre mise en retraite et rendez-vous tout à fait incognito à Paris, où vous solliciterez une audience à l'Empereur en secret. Là, exposez-lui vos intentions, en sollicitant sa bienveillance et qu'il soutienne votre démarche auprès des autres puissances. (...)»<sup>46</sup>

Quant à ces dernières, elles condamneront toutes, Berlin et Paris comprises, ce coup de force mais ne s'y opposeront guère que sur le papier, promet Bismarck.

La place de la France dans cette combinaison est donc manifeste. Son influence sur les décisions prussiennes l'est tout autant. La comparaison entre le discours tenu à Karl et celui du chef du Quai d'Orsay, rapporté par Goltz<sup>47</sup>, est édifiante. Bismarck n'est pas l'instigateur de la candidature; il ne la favorise que lorsqu'elle s'accorde avec ses intérêts stratégiques<sup>48</sup> et parce qu'il pense l'initiative franco-roumaine.

L'influence française joue également à un autre niveau en s'exerçant directement sur la personne du jeune Karl, comme le montre la correspondance étudiée par le professeur Berindei<sup>49</sup>. Sans attendre la réponse du roi Guillaume, Karl fait jouer les relations de sa famille. Elles sont, dans un premier temps, toutes unanimes à encourager l'entreprise. Le 5 avril il interroge la baronne Ozélie de Francq, proche de Mathilde Drouyn de Lhuys, l'épouse du ministre, pour connaître ses vues: quelle est l'attitude officielle de la France? Napoléon approuve-t-il, autorise-t-il l'affaire?

Le 10 avril lui parvient un billet affirmant qu'«aucun choix ne pouvait être plus agréable à l'Empereur» mais que la France rencontrera une «grande opposition»<sup>50</sup>. Le 13, à l'adresse de son père, la baronne s'engage davantage

<sup>46</sup> «Die Genehmigung des Königs brauchen Sie in diesem Falle nicht direkt. Verlangen Sie Urlaub vom Könige, Urlaub ins Ausland, – der König ist fein genug, ich kenne ihn ja genau, um dies zu verstehen und die Absicht zu durchschauen. Sie nehmen ihm dadurch außerdem die Entscheidung aus der Hand, was ihm sehr willkommen sein muß, da ihm politisch die Hände gebunden sind! Vom Auslande aus kommen Sie dann um Ihren Abschied ein und begeben sich in strengstem Inkognito nach Paris, wo Sie den Kaiser im Geheimen um eine Audienz bitten lassen. In dieser mögen Sie ihm Ihre Absichten darlegen, mit der Bitte, daß Napoleon Ihrer Sache sein Interesse schenke und dieselbe bei den übrigen Mächten befürworte.», *Aus dem Leben...*, vol. 1, p. 17.

<sup>47</sup> «Fast alle Mächte würden, um der schwierigen Frage der Koerzitivmaßregeln und der Intervention zu entgehen, wahrscheinlich das fait-accompli anerkennen und selbst die Pforte würde weise tun, einen fremden Prinzen, der ihre Suzeränität anerkannte, den Eventualitäten einer Erwerbung durch Rußland oder Österreich vorzuziehen.» (Presque toutes les puissances, pour échapper aux difficiles questions des mesures coercitives et de l'intervention, devraient reconnaître le fait-accompli (*sic*) et même la Porte serait avisée de préférer un prince étranger qui reconnaisse sa souveraineté à l'éventualité d'une annexion par la Russie ou l'Autriche), cf. Goltz à Bismarck, 16/04/66 (confidentiel pr. 19/04/66), GStADahlem HAIII, PAI n°7431, pp. 381–385.

<sup>48</sup> Cf. Bismarck à Goltz, 22/04/66 (télégramme), GStADahlem HAIII, PA I n°7432 (*Politische und allgemeine Beziehungen der Fürstentümer Moldau und Valachei... April–Mai 1866*), p. 21.

<sup>49</sup> Cf. Berindei, Dan, «Documente inedite privind începuturile domniei principelui Carol I» (Documents inédits concernant les débuts du règne du prince Charles I<sup>er</sup>), *Academia Română. Memoriile Secției de Științe Istorice și Arheologie*, Seric IV, XX (1995), p. 45.

<sup>50</sup> *Idem*, p. 46.

encore: «Je suis persuadée que l'on désire extrêmement que le prince Charles devienne le chef des Principautés, que l'on cherchera tous les moyens possibles pour vaincre toutes les difficultés et arriver à une solution.»<sup>51</sup>

Le 16, Hortense Cornu qui, la première, avait lancé son nom, écrit à l'intéressé:

«Vous viendrez sans doute en France avant d'aller en Roumanie, vous voudrez voir l'Empereur qui est le protecteur depuis 1856 de votre future principauté et qui le sera encore et d'autant plus que vous allez en être le chef. Ne pas venir le voir serait peut-être mal pris...»<sup>52</sup>

Bien entendu, il est loisible de s'interroger: ces intermédiaires reflètent-elles la pensée exacte de l'Empereur, celle de Drouyn, plus engagé dans la défense des intérêts roumains, ou leurs propres convictions? Quoiqu'il en soit, pour Karl, la soif de l'aventure est à présent réelle. Aussi les avis plus négatifs reçus fin avril<sup>53</sup> ne le dissuadent-ils pas. L'ardeur d'Hortense Cornu se s'est pas démentie, il est vrai. Le 30 avril à Karl qui demande «comment l'Empereur se comportera vis-à-vis d'un fait accompli, elle expédie cet extrait du *Mémorial Diplomatique* (28 avril):

«*En principe* la France reste convaincue, comme il y a dix ans, que la combinaison du Prince étranger est chère aux populations roumaines; *en réalité* elle est liée par un acte diplomatique qui écarte cette combinaison. Tout ce que la France peut faire c'est de reconnaître sans difficulté les changements intérieurs survenus en Roumanie, et de respecter là comme ailleurs, les vœux du sentiment national, supérieurs dans sa pensée à tous les protocoles et à tous les firmans. Mais on le comprendra, *l'initiative de la France n'a pour objet que les faits accomplis et non les faits à accomplir!*»<sup>54</sup>

Pour servir la cause, elle envoie également aux Sigmaringen des connaissances (Ubicini, Davila et Bratiano) tout acquises au projet. Le 2 mai, leur décision est prise; Karl accepte. Le 7 il obtient le congé du roi et le 11 le périple commence qui le mènera le 20 en terre roumaine, à Turnu Severin, et le 22 à Bucarest.

L'entreprise que Bismarck a soutenue pour aller à la rencontre des vœux français, pensait-il, et s'allier plus étroitement Paris, correspond sans nul doute davantage à cet instant à ses vues qu'à celles de Napoléon. Voyons pourquoi.

## LES PRINCIPAUTÉS À L'ORDRE DU JOUR DU GRAND CONGRÈS NAPOLÉONIEN

Ce ne sont pas les conférences de Paris qui menacent sérieusement les plans roumains. Certes, elles enjoignent à Bucarest d'observer leurs décisions et la

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> Cf. *Aus dem Leben...*, vol. I, p. 16.

<sup>53</sup> Le 24 avril Mathilde Drouyn de Lhuys fait savoir à Ozélie Françoise que devant l'opposition quasi unanime des puissances, «l'aventure projetée» de forcer la décision par une proclamation à Bucarest, est «tout à fait indigne» puis le 25 que «le grand avocat ne pouvait accepter la défense de cette cause.». Cf. Berindei, «Documente inedite...», p. 48.

<sup>54</sup> *Aus dem Leben...*, vol. I, p. 25.

Prusse, comme Bismarck l'avait annoncé à Karl, joint sa voix au cœur des puissances<sup>55</sup>. Mais en s'interdisant de recourir aux armes, suivant en cela la volonté inflexible de Drouyn<sup>56</sup>, elles se condamnent à l'impuissance.

Devant le refus de toute intervention qui rallie bientôt Londres, Florence et Berlin, Vienne ne peut risquer de se trouver isolée et capitule.

Pétersbourg observe une attitude plus ambiguë: après avoir ragé contre «l'Etat lilliputien» qui foule aux pieds l'Europe<sup>57</sup>, et plus encore moqué cette dernière pour le «soufflet que les Moldo-Valaques lui ont appliqué sur les deux joues»<sup>58</sup>, selon les mots de Gortchakov, elle revendique aux deux dernières séances (25 mai, 4 juin) le droit de reprendre sa liberté<sup>59</sup>, sans autre précision.

Seule la Porte envisage toujours, même après la dissolution des conférences, d'occuper militairement les principautés. Les efforts de la diplomatie française mais aussi la victoire inattendue et sans appel de Sadowa puis l'insurrection crétoise, en ont définitivement raison. A la mi-octobre, l'affaire des principautés, à laquelle l'Europe n'a pas su ni voulu imposer de solution collective et négociée, est close. Constantinople accepte Karl ou plutôt Carol comme prince d'un territoire asservi au tribut et soumis à son pouvoir suprême<sup>60</sup>. Sa reconnaissance par les autres puissances interviendra en 1867.

Faut-il alors considérer que la France est, malgré le désaveu officiel tenu depuis au moins la mi-avril, responsable du succès des Hohenzollern? Indirectement, sans doute. Et la question d'un double jeu de Drouyn, animé d'une volonté réelle de voir la Roumanie indépendante sous sceptre Hohenzollern, peut être laissée ouverte. Mais telle n'est pas la position de Napoléon, son maître, comme le montre l'ultime danger venu menacer les destinées roumaines.

Au début du mois de mai<sup>61</sup>, l'Empereur convie, en effet, les puissances à un congrès qui devra trancher les grandes questions pendantes: l'appartenance de la Vénétie, celle du Schleswig-Holstein, la réforme fédérale allemande et... le sort

<sup>55</sup> Bismarck fait savoir à son ambassadeur à Constantinople que: «(...) le Prince a entamé son entreprise sans que le gouvernement royal soit au courant.» (*der Prinz habe sich auf das Unternehmen ohne Wissen der königlichen Regierung eingelassen*), cf. Bismarck à Brassier, 22/05/1866 (*cito*), envoyée le 23/05/66, GStADahlem HAIII, PAI n°7432, p. 296. Mais nul n'est dupe. Le 1<sup>er</sup> juin, Apponyi écrit à Mensdorff que Clarendon qualifie la conduite de Guillaume «d'infâme» qui «malgré ses promesses explicites a favorisé l'escapade du prince de Hohenzollern en lui accordant un congé, et qui continue à «mentir» en assurant qu'il est étranger à toute cette affaire.», Henry, *op. cit.*, doc. n°316, p. 402.

<sup>56</sup> Les 24 avril, 25 mai.

<sup>57</sup> Cf. Gortchakov à Ignatiev (Constantinople), (2)14/05/66, GARF, fds 828, unité 1438, p. 210.

<sup>58</sup> Cf. Gortchakov à Ignatiev, (12)24/05/66, *idem*, p. 282.

<sup>59</sup> Cf. Goltz à Bismarck, 24/05/66 (télégramme), GStADahlem HAIII, PAI n°7432, p. 320.

<sup>60</sup> Cf. Saint-Pierre (Bucarest) à Bismarck, 21/10/66 (télégramme), *idem*, n°7434 (*Politische und allgemeine Beziehungen der Fürstentümer Moldau und Valachei... Oktober 1866-März 1867*).

<sup>61</sup> Cf. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques de l'Empereur à Londres, Vienne, Saint-Pétersbourg, Berlin et Florence, 2/05/66, *Origines*, vol. 8, n°2204, p. 426.

des principautés danubiennes<sup>62</sup> ! L'ancienneté et l'importance de cet acte politique, dont il attend depuis toujours la révision des traités de Vienne, ne peuvent faire douter du sérieux de l'engagement napoléonien.

Et cela remet sans nul doute en cause le schéma défini par Paul Henry. Suivant cet auteur, à une première option défavorable aux Roumains (entente avec l'Autriche et solution négociée du problème vénitien au détriment des principautés danubiennes) aurait succédé au printemps une seconde, positive, elle: entente avec la Prusse, solution militaire du problème vénitien, installation d'un Hohenzollern comme gage de coopération.

Les tractations autour du congrès viennent le démentir. En réalité, Napoléon garde les deux options ouvertes jusqu'en juin, y compris après la signature du traité franco-autrichien du 12, et sans doute même jusqu'à Sadowa. Il pense évidemment que le rôle d'arbitre sera suffisant pour lui gagner quelques compensations sans avoir à tirer l'épée du fourreau et quel que soit le vainqueur. Telle est l'explication des apparents revirements dans la question roumaine et celle de la candidature<sup>63</sup>.

Grand danger pour les velléités roumaines de constitution d'un Etat indépendant, ce congrès l'est-il aussi pour les plans bismarckiens ?

Evidemment, il y a toujours le risque de perdre l'allié italien<sup>64</sup>, de voir l'Autriche et l'Italie s'entendre sur son dos, sous la férule de Napoléon, mais Bismarck a pris des gages.

D'abord, les conditions formulées pour accepter le congrès assurent à Berlin, les duchés de l'Elbe mais aussi «le règlement d'au moins l'hégémonie nord-allemande»<sup>65</sup>.

Ensuite, on saisit mieux la stratégie de Bismarck dans l'affaire Hohenzollern: si échange il devait y avoir à présent, les principautés, placées dans son jeu, formeraient un prix idéal<sup>66</sup>.

L'échec du congrès qui précipite la solution militaire de la question allemande mais rend aussi pérenne l'installation d'Hohenzollern, échoit donc aux

<sup>62</sup> Cf. Drouyn de Lhuys, circulaire, 8/5/66, *Origines*, 1914, vol. 9, n°2278, pp. 53-54.

<sup>63</sup> Le 11 mai, Napoléon fait savoir aux princes Bibesco qu'il n'a pas eu connaissance de la candidature Hohenzollern et ne la soutient pas. Cf. Eder à Mensdorff, 11/05/66, Henry, *op. cit.*, n°265, p. 372. Ce même 11 mai Drouyn parle à Avril de «l'illusion touchant la nomination du prince de Hohenzollern» qui «devait dans tous les cas subordonner son acceptation à la décision de la Cour suzeraine et des puissances garantes» mais «il ne paraît pas même qu'il ait fait aucune démarche pour obtenir l'assentiment des Puissances.», Drouyn à Avril, 11/05/66, *idem*, n°267, p. 374.

<sup>64</sup> «Empereur m'a demandé si nous pouvions rompre engagement avec la Prusse.» mande Nigra le 5 mai. Cf. Nigra à La Marmora, 5/05/66 in Chiala, *op. cit.*, p. 170.

<sup>65</sup> Cf. «*Tagebuchaufzeichnung des Legationssekretärs v. Radowitz*» (Note extraite du journal du secrétaire de légation v. Radowitz), 15/05/66 in Oncken, *op. cit.*, vol. 1, n°105, note 1, p. 199.

<sup>66</sup> A peine Karl a-t-il atteint Bucarest que Schleinitz (ministre de la Maison royale) parle d'avoir, dans l'esprit de Bismarck, «éventuellement, en laissant complètement tomber les revendications des Hohenzollern sur la Roumanie, à disposition, un objet de compensation pour un futur arrangement territorial.» in Schleinitz à la reine Augusta, 26/05/66, Stolberg-Wernigerode, Otto Comte, *Robert Heinrich Graf von der Goltz, Botschafter in Paris 1863-1869*, Oldenburg, Stalling, 1941, n°76.

Autrichiens. S'ils ne refusent plus *a priori* la solution de l'échange négocié, son objet pose problème, pour la plus grande fortune des Roumains:

«Il n'y a pas d'objet de compensation disponible pour la Vénétie. Les principautés danubiennes ne sont pas à nos yeux un équivalent.», affirme Mensdorff<sup>67</sup>.

En réalité, la compensation est déjà désignée: le ministre a écrit explicitement le 30 avril: «La Vénétie ne peut être cédée à l'Empereur Napoléon que si nous avons la Silésie entre les mains.»<sup>68</sup> Faute d'être assuré de l'obtenir, le *Ballhausplatz* refuse de prendre pour base de discussion, la cession<sup>69</sup>. Le 6 juin, l'échec est entériné<sup>70</sup>. Et ce n'est ni à Londres ni à Pétersbourg que revient, *in fine*, sa responsabilité puisqu'elles avaient fini, la correspondance diplomatique le montre, par accepter cette dernière combinaison d'échanges, mais à Paris.

Les faits sont là. Pour régler la question italienne et peut-être vider la querelle prusso-autrichienne, Napoléon a mis à l'ordre du jour un échange Vénétie/Principautés danubiennes mais laisser l'Autriche s'accroître au cœur de l'Allemagne, il ne saurait en être pour l'heure question. La seule balance qui lui convienne est celle qui permet de ne pas choisir entre Berlin et Vienne.

Une conclusion s'impose à l'issue de ces ultimes développements: en confiant leur avenir à un jeu qui les dépasse largement, on vient de le voir, les Roumains ont fait un heureux pari.

Nul ne saurait affirmer qu'ils ont bénéficié du soutien indéfectible de Napoléon. A deux reprises, en février et surtout en mai, l'Empereur les expose à n'être qu'un objet de troc dans une grande redistribution européenne. Cela ne périmait nullement qu'il y ait une origine franco-prussienne à la candidature Hohenzollern: les soutiens français dont bénéficie le jeune Karl sont décisifs. Cela ne saurait non plus faire oublier qu'en opposant son veto à une intervention armée, Drouyn de Lhuys met, à la Conférence, un obstacle définitif à toute entreprise de ramener la Roumanie dans la voie de la raison européenne.

Mais c'est bien parce qu'ils rencontrent les volontés bismarckiennes que les plans roumains sont couronnés de succès. Pour le ministre prussien, ils représentent

<sup>67</sup> Cf. Mensdorff à Metternich, 15/05/66, PV I n°533, cité in Senner, *op. cit.*, p. 256.

<sup>68</sup> «*Venetien kann nur an Kaiser Napoleon zediert werden, wenn wir Schlesien in Händen haben.*» cf. lettre privée de Mensdorff à Metternich, 30/04/66, *Quellen zur deutschen Politik Österreichs 1859-1866* [QDPÖ], Srbik, Heinrich Ritter von, Schmid, Oskar (dir.<sup>o</sup>), Munich, Oldenbourg, Berlin, Stallig, vol. 5-1, n°2603, p. 549. Le contenu a été approuvé par François-Joseph.

<sup>69</sup> «(...) ni les principautés danubiennes, ni la Bosnie, ni l'Herzégovine ne constituent, aux yeux de l'Autriche, dans leur état actuel, un équivalent pour la Vénétie.», «Instructions aux ambassadeurs de l'Autriche près les Cours de Paris, Londres et Saint-Petersbourg, accompagnant la réponse du Gouvernement autrichien à la proposition d'un congrès à Paris en date du 1<sup>er</sup> juin» in *Archives diplomatiques...*, vol. 3, p. 39.

<sup>70</sup> Napoléon peut à présent sourire à la lettre de Karl où ce dernier affirme avoir suivi son exemple. Comme monnaie d'échange, la Roumanie a perdu son intérêt. Cf. Goltz à Bismarck, 26/05/66 (télégramme pr 28/05/66), GStADahlem HAIII, PAI n°7432, pp. 350-355.

à la fois une chance de contrer toute combinaison d'échange, donc une solution négociée du différend germanique, et une occasion de prouver à Napoléon ses bonnes volontés.

Enfin, conclure que les intérêts des puissances, y compris ceux de l'Autriche qui en mai refuse toute autre compensation que la Silésie, ont successivement aidé à l'entreprise, ne doit pas masquer l'habileté des négociateurs roumains. A chaque moment clef, en février, pour lancer toute l'affaire à Paris, en avril, pour faire pression sur Karl, en mai pour résister aux décrets de la conférence des puissances, elle se révèle décisive.

## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

### ARCHIVES

#### Prussiennes

*Geheimes Staatsarchiv Preußisches Kulturbesitzes* (Archives secrètes d'Etat du patrimoine culturel prussien) *Dritte Haupt-Abteilung: Ministerium des auswärtigen Angelegenheiten, I (Politische Abteilung)* (Troisième division principale: ministère des Affaires étrangères, I Division politique) [GStADahlem HAIII, PAI]:

N°7430: *Politische und allgemeine Beziehungen der Fürstentümer Moldau und Valachei zu Rußland* (Rapports politiques et généraux des principautés de Moldavie et Valachie avec la Russie) (November 1865-März 1866)

N°7431: *Politische und allgemeine Beziehungen der Fürstentümer...* (März-April 1866)

N°7432: *Politische und allgemeine Beziehungen der Fürstentümer...* (April-Mai 1866)

N°7434: *Politische und allgemeine Beziehungen der Fürstentümer...* (Oktober-März 1867)

#### Russes

AVPRI (*Arkhiv Vnešnej Politiki Rossijskoj Imperii*) (Archives de la Politique Extérieure de l'Empire Russe)

Fonds 133 (Chancellerie), 1866, d. 66 (rapports).

GARF (*Gosudarstvenij Arkhiv Rossijskoj Federacii*) (Archives d'Etat de la Fédération de Russie), Moscou

Fonds 828 (Gortchakov), unité 1437 (Lettres de Gortchakov (18)30/01/1866-(29/03)10/04/1866)

unité 1438 (Lettres de Gortchakov (30/03)11/04/1866-(26/05)7/06/1866)

### SOURCES PUBLIEES

*Archives diplomatiques. Recueil mensuel de diplomatie, d'histoire et de droit international*, Nendeln/Liechtenstein, Kraus, 1970, vol. 3 (juillet-septembre 1866), 6<sup>e</sup> année (juillet, août, septembre 1866, 432 p.

*Aus dem Leben König Karl von Rumanien, Aufzeichnungen eines Augenzeugen*, Stuttgart, Cotta, 1894-1900, 4 vol.

- Die auswärtige Politik Preußens, 1858–1871. Diplomatische Aktenstücke* [APP], Oldenburg, Stalling, 1933, 1939, vol. VI (avril 1865–mars 1866), Ibbeken, Rudolf (dir.<sup>o</sup>), 808 p.
- Berindei, Dan, «Documente inedite privind inceputurile domniei principelui Carol I» (Documents inédits concernant les débuts du règne du prince Charles I<sup>er</sup>, *Academia Română. Memoriile Secției de Științe Istorice și Arheologie*, Serie IV, XX (1995).
- Bismarck. Die gesammelte Werke. Politische Schriften* [GW], Thimme Friedrich (dir.<sup>o</sup>), Berlin, 1928, vol. 5 (1864–1866), 552 p.
- I documenti Diplomatici Italiani. Ministero degli Affari Esteri. Commissione per la pubblicazione dei documenti diplomatici. Prima Serie: 1861–70* (Documents diplomatiques italiens. Ministère des Affaires étrangères. Commission pour la publication des documents diplomatiques. Première série: 1861–70), Rome, 1980, vol. 6 (16/05/65–19/06/66) [DDI I/6], 857 p.
- Ollivier, Emile, *L'Empire libéral : études, récits, souvenirs*, Paris, Garnier, 1895–1916, 18 vol.
- Oncken, Hermann, *die Rheinpolitik Napoleon III von 1863 bis 1870 und der Ursprung des Kieges von 1870/1*, Osnabrück, Biblio-Verlag, 1967 (1<sup>ère</sup> édition: 1926), vol. 1 (1863–Juillet 1866), XII–121–382 p.
- Les origines diplomatiques de la guerre de 1870–71. Recueil des documents publiés par le ministère des Affaires étrangères*, Paris, Ficker, 1914, vol. 8, 9.
- Il problema Veneto e l'Europa, 1859–66. Raccolta di documenti diplomatici a commemorare il centenario dell'unione di Venezia e del Veneto allo stato italiano*. Ed. Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti (Le problème de la Vénétie et l'Europe, 1859–1866. Recueil des documents diplomatiques pour commémorer le centenaire de l'union de Venise et de la Vénétie au reste de l'Etat italien. Edit. de l'Institut vénitien pour les sciences, lettres et arts) [PV], Venise, 1966/7, 3 vol.
- Quellen zur deutschen Politik Österreichs 1859–1866* [QDPÖ], Srbik, Heinrich Ritter von, Schmid, Oskar (dir.<sup>o</sup>), Munich, Oldenburg, Berlin, Stalling, 1938, vol. V–1 (*August 1865 bis Anfang Mai 1866*), XXVI–560 p.
- Stolberg-Wernigerode, Otto Comte, *Robert Heinrich Graf von der Goltz, Botschafter in Paris 1863–1869*, Oldenburg, Stalling, 1941, 512 p.

#### HISTORIOGRAPHIE

- Berindei, Dan, «Un tournant décisif: la France et la crise roumaine de 1866», *Revue roumaine d'histoire*, Bucarest, Editions de l'Académie, 1999, n<sup>os</sup> 1–4, pp. 37–57.
- Bormann, Klaus, *Bismarck und Südosteuropa vom Krimkrieg bis zur Pontuskonferenz*, Hambourg, 1967, Dissert. dactyl., 308 p.
- Burgaud, Stéphanie, *Le rôle de la politique russe de Bismarck dans la voie prussienne vers l'unité allemande 1863–1871. Die getäuschte Clio?*, thèse de doctorat, Paris, Université Paris-Sorbonne, 2007, 2 vol., 1251 p.
- «La politique de Gortchakov face à la Prusse à l'été 1866 à la lumière des archives russes», *Revue d'Histoire Diplomatique*, Paris, 2005, vol. 2, pp. 135–149.
- Chiala, Luigi, *Ancora un po' piu di luce sugli eventi politici e militari dell'anno 1866*, Florence, G. Barbéra, 1902, VIII–675 p.
- Henry, Paul, *L'abdication du Prince Cuza et l'avènement de la dynastie de Hohenzollern au trône de Roumanie. Documents diplomatiques*, Paris, Alcan, 1930, XII–485 p.
- Senner, Martin, *Die Donaufürstentümer als Tauschobjekt für die österreichischen Besitzungen in Italien (1853–1866)*, Stuttgart, Steiner-Verlag, 1988, III–313 p.